

REPUBLIQUE DE MACEDOINE LA LENTE EMERGENCE D'UNE SOCIETE CIVILE FRAGILE

Christophe CHICLET

Le concept de société civile en République de Macédoine est quelque chose de nouveau et est particulièrement difficile à appréhender pour de multiples raisons liées à l'histoire complexe de ce carrefour géographique, ventre mou des Balkans¹.

Si en occident, la société civile a des frontières clairement définies tant par ses acteurs que par les observateurs de ce phénomène, il n'en est pas de même à Skopje, loin s'en faut. Au jour d'aujourd'hui, il n'existe quasiment pas d'études sérieuses de sociologues, d'historiens, voire de journalistes spécialisés, sur ce sujet. Les membres de l'Académie des sciences du pays sont beaucoup plus férus dans l'étude de sujets folkloriques, ethniques, voire "irréductibles". Des milliers d'articles ont été publiés pour magnifier la "macédonité" de la région, quasiment depuis la préhistoire.

Ils'agit en effet de développer un sentiment national historique purement macédonien, en opposition à la Grèce et à la Bulgarie. Alexandre le Grand ne serait pas grec et le Tsar Samuel ne serait pas bulgare. Ce n'est pas la première fois que l'Histoire est revisitée à des fins politiques, ici comme ailleurs. En revanche, l'étude de la société civile macédonienne n'en est qu'à ces balbutiements. Seul, l'Institut d'études politiques et sociales de Skopje travaille aujourd'hui sur ce sujet.

LES RAVAGES DU TITISME

Partagée en trois lors du traité de Bucarest en août 1913, la Macédoine géographique (Egée, Vardar, Pirin) n'a jamais eu d'identité étatique propre. Il a fallu attendre 1944 et 1945 pour que la Macédoine du Vardar (ex-serbo-yougoslave) accède au rang de République socialiste fédérée au sein de la Yougoslavie titiste. Le peuple macédonien (uniquement son élément slavophone) est reconnu comme peuple constitutif de la nouvelle Fédération socialiste yougoslave à égalité avec les Slovènes, les Croates, les Serbes et les Monténégrins. En revanche, Hongrois, Albanais, Roms et autres, ne sont que des minorités.

Depuis la révolte d'Illiden en août 1903 et la proclamation de l'éphémère République de Kruševo, une grande partie des Macédoniens slavophones rêvaient de leur propre Etat-nation. Tito, réalise en partie ce rêve au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A partir de ce moment, les élites macédoniennes et la majorité du peuple slavophone vont se fondre dans les canons du titisme. Le Maréchal est une idole sincèrement adulée. En dehors de la minorité albanaise, aucune dissidence ne fait entendre sa voix à Skopje, contrairement à ce qui se passe à Zagreb, Ljubljana, Priština, voire Belgrade.

Dans les années 70 et 80, alors qu'émerge une société civile dissidente en Slovénie, en Croatie et au Kosovo, la Macédoine reste amorphe, insouciante dans son confortable cocon titiste. Les élites politiques et intellectuelles se complaisent à vivre sous les lambris dorés d'une dictature vieillissante. D'autant qu'après le grand tremblement de terre de Skopje à l'été 1963, l'aide fédérale et internationale transforme cette république fédérée, la plus pauvre de la Yougoslavie, en un havre de prospérité par rapport à ses voisins albanais, bulgares, voire kosovars.

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Les Macédoniens se fondent dans le moule titiste et développent une spécificité locale : "la politique de l'autruche". Certes, les académiciens de Skopje croisent le fer avec leurs collègues de Sofia, de Salonique et d'Athènes, mais toujours avec l'aval de Belgrade, voire en service commandé, suivant les aléas des relations interbalkaniques. Mais en règle générale, les élites tout comme la majorité des habitants préfèrent se voiler la face devant les événements qui bouleversent l'ancienne yougoslavie.

Contrairement à la Slovénie et à la Croatie, l'indépendance de l'automne 1991 n'a pas été désirée, elle s'est imposée de facto, puis devant le vide institutionnel yougoslave, de jure. Lorsque la guerre et son cortège d'horreurs a éclaté en Croatie en 1991 et en Bosnie en 1992, les Macédoniens se sont complètement désintéressés du sort de leurs anciens compatriotes. A noter d'ailleurs que la télévision retransmettait peu d'images de guerre et ses images étaient peu regardées par les téléspectateurs.

Ce n'est qu'en 1999, lorsque la guerre est arrivée à sa porte, au Kosovo, que l'opinion publique macédonienne slavophone a commencé timidement à ouvrir les yeux. Quand près de 250.000 réfugiés kosovars ont franchi la frontière de la Macédoine en mars-avril 1999, la prise de conscience s'est transformée en une grande peur. Les Macédoniens slavophones ont alors pensé qu'ils allaient être submergés par les Albanais, passant ainsi de 30 à 40% de la population totale. Les premiers graffitis apparaissent alors sur les murs lépreux des quartiers slaves de Skopje, au bord du Vardar, au pied du Vodno. Ces tags, écrits par des adolescents désœuvrés, se moquent des Albanais de façon ouvertement raciste. Encore une fois, au lieu de prendre leur responsabilité à bras le corps, les Macédoniens tombent dans leurs vieux fantasmes de peur et préfèrent la moquerie à l'action.

Lorsque le 16 février 2001 la guerre débute sur le territoire de la République de Macédoine, l'opinion publique slave refuse de voir la gravité de la situation et pense qu'il ne s'agit que d'un nième soubresaut du nationalisme albano-macédonien. Pourtant l'heure est grave. La minorité albanaise (25 à 30% de la population), compacte dans l'ouest du pays, a toujours eu des velléités autonomistes. Mais avec l'apparition de l'UÇKM

(Armée de libération nationale de la Macédoine), il s'agit clairement d'irréductibilité visant à la destruction de la République de Macédoine et la création d'un grand Kosovo indépendant, réunissant tous les Albanais de l'ex-Yougoslavie (Kosovo, Macédoine occidentale, vallée de Preševo et Monténégro méridional).

Avec les accords d'Ohrid en août 2001, mettant fin à la guérilla albanaise, les Macédoniens slaves retombent dans leur torpeur, pensant que l'orage est passé. En réalité cet accord a fait entrer le loup dans la bergerie et les anciens terroristes albanais sont entrés officiellement dans les rouages d'un Etat qu'ils veulent détruire à moyen terme. L'opinion publique retombe dans sa "politique de l'autruche".

LE "LAISSER ALLER" D'UNE SOCIÉTÉ À LA DÉRIVE?

Cette facilité à mettre la tête dans le sable pour éviter de voir le danger ne se retrouve pas que dans la vie politique. Il en est de même dans la société civile et dans le cercle familial. Après l'indépendance, la Macédoine a du faire face à l'embargo contre la Serbie et le blocus grec. Cela a engendré un développement spectaculaire de la contrebande et de toutes sortes de trafics. De cette économie grise sont nées de nombreuses fortunes. Une nouvelle classe moyenne aisée a vu le jour.

Ce changement socio-économique a eu des effets pervers sur l'éducation de la nouvelle génération. Les bars et les restaurants de Skopje sont remplis jusqu'à tard dans la nuit d'une "jeunesse dorée" devenue grande consommatrice de toutes sortes de drogues. Les parents laissent faire et désormais éducation rime avec laxisme. Les mères slaves, autrefois gardiennes de la stabilité du foyer, voire de la macédonitude, ont complètement abandonné leur responsabilité par rapport à leurs enfants, voire à leur couple. Il s'agit donc de la disparition de la structure familiale traditionnelle macédonienne.

Aujourd'hui, plus de 20.000 personnes sont dépendantes de drogues dures. L'héroïne vient de Turquie, les drogues de synthèse viennent de Bulgarie ou sont produites sur place et le cannabis arrive d'Albanie, quand il n'est pas cultivé dans la République. Début 2003, la police a saisi 18.000 tablettes d'ecstasy bulgare et serbe. Le cachet d'ecstasy se négocie entre 8 et 10 euros dans les bars branchés de Skopje ou dans les soirées techno.

Le nombre de malades du Sida augmente d'ailleurs de façon inquiétante. En décembre 2002, le docteur Vesna Velik-Stefanovska, coordinatrice de la lutte contre le Sida au ministère de la santé, a déclaré que l'épidémie pourrait se répandre aussi vite qu'en Afrique.

Ce nouveau "mal être" entraîne aussi une recrudescence des suicides. Près de 400 personnes se sont données la mort depuis les événements du début 2001. Il s'agit à 90% de Macédoniens slaves. Le taux de suicide le plus bas se retrouve chez les Albanais. En revanche, ce groupe est le premier en nombre d'homicides : règlements de compte politico-maffieux et vendetta clanique, suivant le code moyenâgeux du *Kanun*².

SOCIÉTÉ CIVILE ET ETHNICITÉ

En République de Macédoine, le concept de société civile se réduit souvent aux

problèmes des ethnies, des clans et des villages, comme dans nombre de sociétés au passé rural encore fort prégnant.

“Laissées pour compte” de la Macédoine titiste, ce sont les minorités, en particulier les Albanais et les Roms, qui ont développé une société civile en dehors du champ politique qui leur était peu accessible. Ces sociétés civiles minoritaires ont ainsi mis en place un développement parallèle. Dès la fin des années 60, les Albanais de Macédoine ont commencé à manifester en solidarité avec leurs frères du Kosovo qui réclamait le statut de septième république au sein de la Fédération socialiste, créant même des embryons de groupes clandestins irrédentistes.

Reconnus comme minorité avec tous ses droits constitutionnels, les Albano-macédoniens étaient malgré tout, jusqu’à la fin des années 80, des citoyens de seconde zone au niveau économique et social. Quant aux Roms, la situation était encore moins brillante. Les titistes de Vodno avaient leurs jardiniers albanais et leurs femmes de ménage tziganes.

Les Albanais se sont donc développés dans une sorte d’auto apartheid (comme les Chypriotes turcs entre 1961 et 1969). Plus de 40.000 d’entre eux ont émigré en Suisse où ils ont rejoint leurs cousins kosovars. Quant aux élites de Tetovo, elles sont parties se former et travailler à Priština entre 1974 et 1989 quand le Kosovo jouissait d’une très large autonomie.

Avec l’éclatement de l’ex-Yougoslavie et la fin du communisme stalino-enversite à Tirana en 1991-92, les Albano-macédoniens se sont aussi largement investis dans les trafics de toutes sortes : armes, drogues, essence, matériel de construction, casinos, prostitutions, passage d’immigrants clandestins... A cause de toutes ces raisons, les Albanais de la Macédoine occidentale ont développé leur propre société civile : université libre de Tétovo dès 1993-94, collecte locale des impôts pour la cause, mise en place de bases arrières pour l’UÇK (Armée de libération du Kosovo) dès 1997, organisation des liaisons avec les églises, les médias et les ONG occidentales, ouverture de bordels luxueux dans la région de Struga et à Tetovo, installation de réseaux bancaires parallèles via des “agences de voyages”, évasion fiscale...

Ainsi depuis près de dix ans, la Macédoine occidentale albanophone est devenue la partie la plus riche de la République. Les constructions de maisons de trois à quatre étages se multiplient de Kumanovo à Ohrid. Ainsi, de facto, ce pays est aujourd’hui coupé en deux. L’ouest a un développement économique séparé et se suffit à lui-même, prémisses d’une division à la chypriote. Cet auto apartheid se traduit dans les chiffres des mariages mixtes entre Albanais et Macédoniens : 0,3%.

Quant aux Roms, ils vivent en parfaite cohabitation avec les Macédoniens slaves, mais suivant leurs propres règles et leur propre mode de vie. La ville de Šutka, dans la banlieue nord de Skopje, est la plus grande ville sédentaire tzigane du monde avec près de 40.000 habitants, divisés en trois quartiers. Depuis que l’Armée de libération du Kosovo s’est livrée à des massacres contre les Roms de Priština durant l’été 1999,

les tensions sont vives entre les Roms et les Albanais de Macédoine.

LA TIMIDE ÉMERGENCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE DANS UN CONTEXTE DE CORRUPTION

Il n'est donc pas étonnant que ce soit dans le domaine de la protection des minorités (Albanais, Roms, Turcs, Serbes, Valaques) que la société civile a commencé à bouger un peu. Nombre d'ONG ont ainsi vu le jour. Une des plus importantes est la section macédonienne d'Helsinki Watch dont le pionnier fut le célèbre journaliste Méto Jovanovski. Pour qualifier la société macédonienne, ce dernier aime à répéter : "La Macédoine est le pays de la confusion". Ce raccourci résume en effet parfaitement le climat actuel. Le comité Helsinki, très puissant à Skopje ne cesse de signaler les atteintes aux droits de l'homme.

Une autre ONG, "Euro-Balkans" organise des tables rondes sur les problèmes ethniques, sur le droit des minorités et les problèmes de citoyenneté. Son but est de faire imposer les valeurs des droits de l'homme pour lutter contre le sectarisme ethnique et la corruption. C'est ainsi que deux organisations ont vu le jour : "Transparence internationale en Macédoine" et "Tribunal de conscience". Cette dernière est née en janvier 2003. Fondées par des intellectuels, elles se battent contre la corruption sous toutes ses formes : politique, économique, sociale, morale.

Mais cela s'apparente au combat de Don Quichotte contre les moulins à vent. En effet, de droite comme de gauche, les gouvernements successifs n'ont pas brillé par leur probité. La palme revient tout de même au gouvernement de coalition VMRO-PDSH (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne – Parti démocratique albanais). Ces partis politiques prenaient quasiment ouvertement un pourcentage sur tous les trafics transfrontaliers. Directeurs des douanes, ministres de l'intérieur, chefs de services secrets et directeurs locaux de la police ont ainsi bâti des fortunes personnelles colossales.

Le ministre albanais de l'économie entre 2000 et 2002, Besnik Fetaj est actuellement en fuite en Grande Bretagne. Menduh Thaçi, numéro deux du PDSH, fait des allers-retours entre la Macédoine et la "République turque du nord de Chypre", connue pour être le lieux de blanchiment privilégié de la mafia turque. Vojo Mihajlovski est en prison depuis le 9 janvier 2003. Secrétaire général de la VMRO, il était le directeur des fonds de la sécurité sociale et est accusé d'avoir détourné plus d'un million d'euros. Cinq dirigeants de la société d'édition nationale Nova Makedonia ont été arrêtés pour avoir détourné 2,3 millions d'euros lors de la privatisation de cette dernière.

L'ancien Premier ministre et sa femme, les Georgievski, sont soupçonnés par la presse de détournements de fonds. En décembre 2002, la directrice du plan d'occupation des sols et cinq de ses collaborateurs ont été arrêtés pour avoir fait disparaître des preuves compromettantes. Un mois plus tard vint le tour d'un ancien député rom accusé de fraude d'un montant d'un million d'euros. L'ancien ministre de l'intérieur, Ljube Bochkovski possède d'important biens personnels en Dalmatie.

Mais cette corruption ne touche pas seulement l'ancien gouvernement, renversé lors des élections du 15 septembre 2002. Aujourd'hui, le nouveau chef du contre espionnage, Zoran Verusevki est accusé de posséder illégalement des appartements publics. Enfin, tous les partis albano-macédoniens (Parti de la prospérité démocratique, Parti démocratique albanais, Union démocratique pour l'intégration), se financent ou se sont financés par le trafic d'armes, de drogues et la prostitution. A noter que Union démocratique pour l'intégration, aujourd'hui au pouvoir, est dirigé par des hommes ayant fait l'objet de mandats d'arrêt internationaux.

Ainsi pour les ONG "Vitoša Research" et "USAID", la corruption et le crime organisé coûtent 200 millions de dollars par an à la République de Macédoine. D'après une étude publiée à la mi 2002 par ces ONG, 75% des citoyens de la Macédoine pensent que "la corruption la plus forte se rencontre chez les ministres, les députés et les douaniers".

Si depuis quelques années on assiste à l'émergence timide d'une société civile, cette dernière doit se battre sur deux fronts : la corruption des élites et l'individualisme forcené des Macédoniens slaves. La "politique de l'autruche", l'égoïsme et le sentiment d'impuissance des populations font qu'aujourd'hui c'est la viabilité même de ce pays qui est en jeu.

[Février 2003]

NOTES

- ¹ Cf. l'ouvrage de l'auteur, *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, 2^e édition, 1999.
- ² Se référer à Jean-Arnaud Derens, *Balkans: la crise*, Paris, Gallimard, 2000, pp. 160-162.